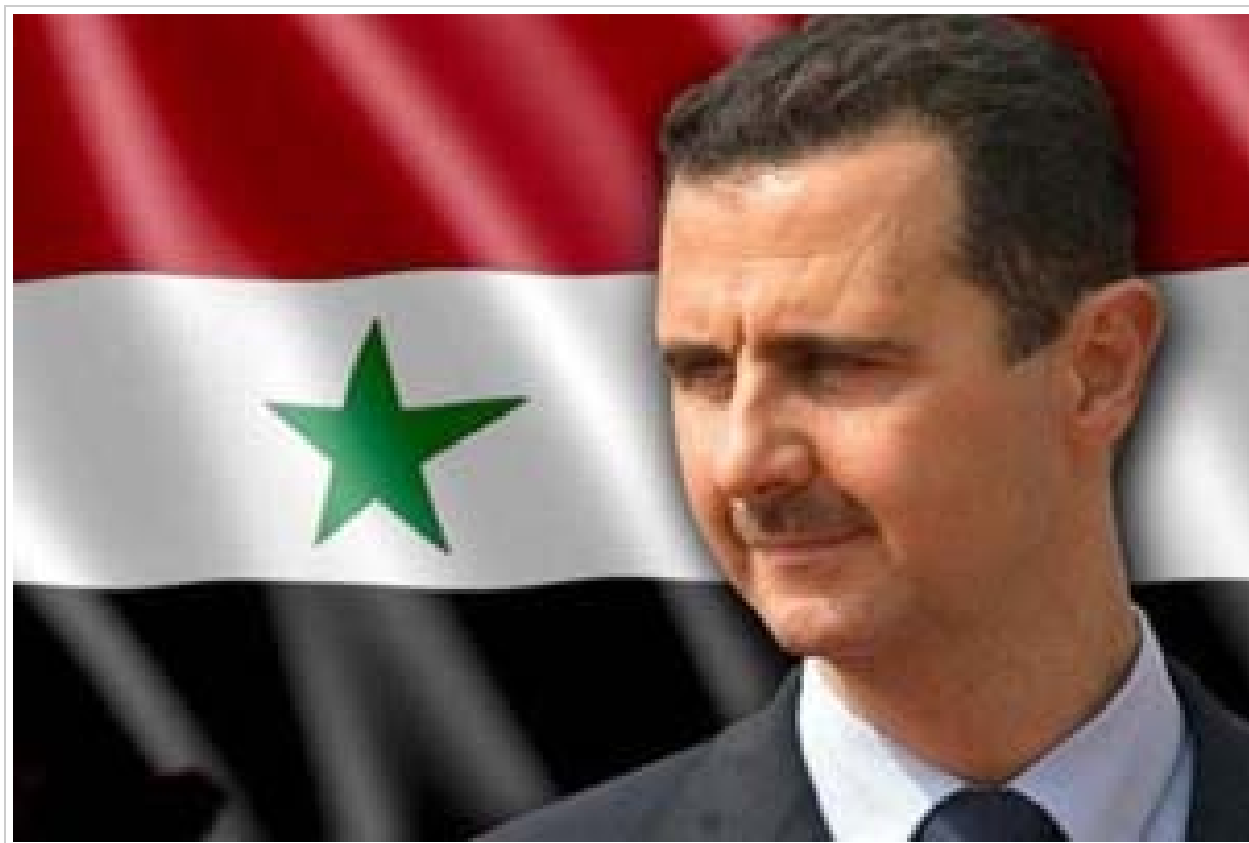


samedi, 23 mai 2015 01:38

Assad, l'acteur le plus puissant, dans le conflit syrien



IRIB- Le journal "La Croix" a interviewé Aron Lund.

Ce qui est surprenant, c'est le chapeau de l'article, qui dit, je cite: «En dépit des revers subis par le régime de Bachar al-Assad, ses alliés iranien et russe continuent à le soutenir». Ainsi, donc, qui pensent-ils soutenir ? Daesh ? Ces cons flamboyants des médias me dépassent. Venant de "La Croix", c'est, encore, plus surprenant...

Entretien avec Aron Lund, spécialiste de la Syrie (1).

Le régime de Damas est-il en train de s'effondrer ? Aron Lund : Le régime se trouve dans une situation très difficile, pour différentes raisons. Bachar al-Assad n'a plus l'argent qu'il avait, au début du conflit. Le cours de la livre syrienne est en chute libre, les réserves de change font défaut. La chaîne de télévision pro-Assad, Addounia, a, récemment, lancé un appel aux expatriés syriens, pour les inciter à acheter de la monnaie syrienne, pour la soutenir. Depuis la fin de l'été 2014, les prix du carburant ont augmenté. Le gouvernement ne peut plus subventionner, comme auparavant, le prix des denrées de base, comme l'huile ou la farine. C'est un problème sérieux, car, environ, deux tiers de la population syrienne vit dans la zone sous contrôle du gouvernement. Il aurait du mal à contenir une crise sociale. L'approvisionnement en pétrole devient, également, problématique. Le gouvernement contrôle, toujours, la raffinerie de Baniyas, sur la côte, mais le pétrole payé par l'Iran et fourni par l'Irak se raréfie. Le soutien de l'Iran semble constant... A. L. : Au cours d'une récente visite, à Damas, d'Ali Akbar Velayati, conseiller du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, pour la politique étrangère, une série d'accords commerciaux et industriels a été conclue, notamment, dans les secteurs du pétrole et de l'électricité. Depuis 2011, l'Iran a accordé des lignes de crédit au régime,

pour payer ses importations, mais il semble que, cette fois, le gouvernement syrien n'a pas réussi à obtenir les mêmes conditions. Si l'on ajoute à cela les difficultés rencontrées par le régime, dans le recrutement de ses troupes, régulières ou non, les informations sur la mort du Chef du renseignement, Rustom Ghazaleh, au mois d'avril, et les rumeurs, non prouvées, sur la maladie et la mise en résidence surveillée du général Ali Mamlouk, Chef de la sécurité nationale, on pourrait croire l'effondrement du régime imminent. En réalité, Bachar al-Assad reste l'acteur le plus puissant, dans la guerre, ses alliés continuent à le soutenir et ses opposants restent trop faiblement organisés, pour diriger le pays. Les soutiens de l'opposition, dans la région, – l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie –, semblent avoir mis de côté leurs désaccords, pour se coordonner, de façon plus efficace. Est-ce que cela peut changer les choses ? A. L. : Il faut voir si cette unité va durer. La coalition de groupes armés islamistes, soutenus par ces pays, n'a pas réussi à arrêter la progression de Daesh. Par ailleurs, le Front Al-Nosra (2) a marqué des points, dans le Nord-Ouest de la Syrie, en particulier, dans la province d'Idlib, et dans les parties Ouest de la province d'Alep, contre d'autres groupes armés, soutenus par les pays occidentaux, au point d'être, aujourd'hui, devenu l'organisation la plus puissante, au sein de cette coalition. La question se pose de savoir jusqu'où les États-Unis sont prêts à aller dans leur soutien. Une progression trop rapide d'Al-Nosra pourrait les indisposer. Le soutien de l'Iran et de la Russie au régime est-il indéfectible ? A. L. : Il leur a permis de se faire reconnaître, comme les acteurs incontournables d'un règlement politique. Ce succès diplomatique a, cependant, un coût économique. L'Iran doit compter avec les sanctions et la baisse des prix du pétrole, tout comme la Russie. L'Iran est, également, engagé, en Irak, dans le soutien à la lutte contre Daesh. De même, la Russie soutient les séparatistes, en Ukraine. Il n'empêche que l'Iran, la Russie et le Hezbollah libanais restent très clairs sur leur volonté de soutenir le régime. Dans la coalition des pays qui soutiennent l'opposition, chacun a ses motivations, et leur niveau d'engagement n'est pas équivalent. La mort ou le départ de Bachar al-Assad entraînerait-elle forcément la fin du régime ? A. L. : Bachar al-Assad est un élément clé du régime. C'est le liant indispensable entre différents intérêts. En cas de vacance du pouvoir, certains pourraient tenter de désigner, rapidement, son successeur, pour assurer la continuité, mais personne ne sait si cela marcherait. Dans l'hypothèse d'un effondrement du régime, les forces armées et les paramilitaires ne cesseraient pas, forcément, d'exister, ni de se battre. Ceux qui resteraient, dans le pays, pourraient se fondre dans une nouvelle configuration de milices et de chaos. La guerre civile continuerait alors, dans un État en décomposition, où personne ne saurait, vraiment, à quoi ressemblerait la victoire. Recueilli par François d'Alançon,(1), Rédacteur en chef de "Syria in Crisis", publié par la Fondation Carnegie, pour la paix internationale.(2) Branche locale d'Al-Qaïda. Allain Jules